

LA CORRUPTION DES ÉLITES¹ ET L'IGNORANCE DU PEUPLE : DEUX PRINCIPAUX MAUX DONT SOUFFRE LA RD CONGO

Des voies de guérison

Introduction

Tryphon BONGA,
Professeur au
séminaire Saint-
Sulpice d'Issy-Les-
Moulineaux (France),
au grand séminaire
saint Augustin de
Kalonda (RD Congo)
et à l'Université
Loyola du Congo.
tryphonbonga@
gmail.com

Pourquoi engager un procès contre les élites ? Ne faut-il pas craindre un phénomène de dualisation de la société où il y a, d'une part les élites et, d'autre part, les autres ou faut-il au contraire y voir une banalisation de l'élite congolaise qui entraîne par le fait même la fin des élites ? À quelles recettes faut-il recourir pour guérir ces maux ? C'est à ces différentes questions que nous tenterons de répondre dans les lignes qui suivent.

Qu'il soit bien clair que nous ne visons pas toutes les élites congolaises sinon ce serait non seulement une généralisation abusive par rapport à certaines d'entre elles qui sortent du lot mais aussi une contradiction performative par rapport à nous-même qui écrivons ces lignes. Nous partons de l'hypothèse que la corruption des élites et l'ignorance du peuple sont les deux principaux maux à l'origine de la crise multiforme que connaît la RD Congo depuis 1965 jusqu'à nos jours. De fait, les différents régimes politiques qui se sont succédé ne semblent pas avoir pris la juste mesure des conséquences qui découlent de ces deux maux au niveau social, politique, économique et culturel. Nous parions que si l'on parvient à enrayer *la corruption des élites (sociales et politiques)* et *l'ignorance du peuple*, notre pays deviendrait l'un des lieux du monde où il ferait beau vivre. De la guérison de ces deux maux dépend le développement ou le bien-être collectif.

1 De manière générale, le Larousse définit le mot « élite » comme un petit groupe considéré comme ce qu'il y a de meilleur, de plus distingué. Nous utilisons ici le mot « élites » dans le sens que lui donne Pierre Rosanvallon, c'est-à-dire des « animateurs et dirigeants de milieux », cf. « Entretien avec Pierre Rosanvallon », dans *Esprit*, n°236, Octobre 1997, p. 70. Il s'agit de ceux qui exercent une autorité morale ou de fait. Nous l'appliquerons aussi bien à l'élite intellectuelle (enseignante) que sociale et politique.

1. La corruption² des élites (sociales et politiques)

On peut citer plusieurs causes qui expliqueraient l'état de faillite dans lequel se trouve notre pays : insécurité permanente, précarité du niveau de vie, baisse généralisée de l'enseignement, etc. Pour nous, l'une des causes principales est la corruption qui assombrit l'avenir de notre pays. Cette dernière se manifeste notamment dans toutes sortes de fraudes administratives, dans le gaspillage facile des deniers publics et dans la distribution injuste de privilèges. À ce titre, elle est un facteur déstabilisateur de la cohésion nationale dans la mesure où elle crée des fractures sociales et des frustrations au sein de certaines catégories du peuple. L'état de faillite dans lequel se trouve la RD Congo puisqu'elle ne parvient pas à assumer ses principales obligations vis-à-vis de ses citoyens, état dû en grande partie au comportement irresponsable de ses élites, nous pousse à affirmer sans détour que la corruption est la chose la mieux partagée par le petit cercle fermé des élites sociales et politiques de notre pays. La majorité de nos élites, de plus en plus indifférenciées, ne connaissent apparemment plus d'autre moyen de réussite que celui de corrompre et de se laisser corrompre. Pour étayer cette affirmation, nous partons du constat selon lequel notre pays mériterait mieux que de figurer en dixième position des pays les plus pauvres du monde³ derrière le Soudan du Sud, le Malawi, le Burundi, la République Centre Africaine, le Madagascar, le Niger, le Mozambique, la Gambie et le Liberia. C'est l'un des pays africains qui bat le record en indices négatifs concernant les problématiques du développement, de l'éducation, de la sécurité, de la qualité de vie, des infrastructures (routières, scolaires, sanitaires, etc.), etc. Dans ce pays des paradoxes où beaucoup de voyants de la vie nationale sont au rouge, on peut et on doit légitimement s'interroger sur les causes de cet immobilisme généralisé et comment on en est arrivé là alors que nous disposons de beaucoup d'atouts pour relever les grands défis auxquels notre pays fait face.

Pour ce qui est de la déliquescence de notre État, bien que les responsabilités soient partagées, il est évident que les élites sociales, politiques et autres en portent une lourde responsabilité. Elles en seraient même l'une des causes principales parce qu'elles se sont enrichies de manière illicite et scandaleuse aux dépens du peuple. Un adage africain ne dit-il pas que le poisson pourrit par la tête ? Cette tête est à nos yeux l'élite intellectuelle qui anime et dirige le pays depuis 1960 et c'est au sein de cette élite que se négocient, en l'absence de beaucoup de critères objectifs et éthiques, les noms de ceux qui doivent assumer de hautes responsabilités publiques.

2 Dans la quasi majorité des organisations nationales et internationales, on ne trouve pas une définition qui fait l'unanimité au sujet du mot « corruption ». Toutefois, dans notre réflexion, nous sous-entendons par ce mot le fait de privilégier par tous les moyens et en toute lucidité son intérêt personnel et égoïste sur l'intérêt général qui est l'intérêt de tous et qui doit transcender les intérêts partisans (particuliers).

3 Cf. www.journaldunet.com/patrimoine/finances-personnelles/1164746-pays-pauvres/ consulté le 3/8/2017 à 20h38.

Pendant des décennies, non seulement ces élites ont empêché d'aborder sereinement les orientations courageuses permettant de sortir le pays du borbier dans lequel il est plongé, mais encore la corruption a été sous-estimée ou assimilée à de simples pots-de-vin. Elle est tellement diffuse dans toutes les couches sociales que les élites (sociales, politiques et autres) ne peuvent pas être exonérées. Elles sont tout sauf innocentes des maux dont souffre notre pays. Parmi des griefs à leur charge, nous notons des écarts de comportement vis-à-vis du bien commun en menant un mode de vie incompatible avec leurs revenus officiels, une forte distance au vécu quotidien du peuple, l'arrogance et l'ignorance des vrais problèmes que connaît notre pays sans oublier la confusion qu'elles entretiennent entre intérêts publics et privés. Que ce soit des ministres, des députés, des chefs d'entreprise, des enseignants, etc. la première motivation qui les anime est de chercher par tous les moyens la satisfaction de leurs intérêts privés ou l'obtention d'un bénéfice financier ou matériel pour eux-mêmes ou leurs proches au détriment de la majorité de la population. Ceci est souligné avec justesse par Edem Kodjo qui, décrivant l'élite congolaise en général, affirme qu'elle est à la fois « brillante, adepte des faux-fuyants, intelligente, toxique... l'argent joue un rôle prépondérant »⁴. À première vue, on pourrait qualifier ce jugement d'excessif parce qu'il est trop généralisant, mais si l'on regarde d'un peu plus près, partant de la situation actuelle de notre pays, il semble se justifier en partie. Notre pays compte effectivement une élite brillante et intelligente mais en même temps toxique car au lieu de protéger vertueusement ce que nous avons tous ensemble en commun et d'unique au monde, à savoir la RD Congo, certaines élites entretiennent plutôt un *conflit permanent* vis-à-vis de ce qui est commun à tous. En effet, beaucoup de Congolais se plaignent de l'importance que prend le favoritisme familial dans le secteur public. Le sort du peuple en général n'est point un souci pour elles. Ainsi, même si le peuple croupit dans la misère, ses élites ne semblent nullement s'en indigner. Cela rentre dans l'ordre du divers.

Concernant cette corruption des élites, pour mener à bien notre réflexion, nous en distinguons deux sortes : la corruption matérielle et la corruption morale.

1.1. La corruption matérielle

Dans la *corruption matérielle*, nous voyons un certain régime des faveurs délibérément mis en place ayant pour conséquences le nonaccès par certains à des postes ou responsabilités sans paiement de pourboire. Ici nous développerons l'*aspect objectif* de la corruption, c'est-à-dire le fait que l'élite intellectuelle est l'objet de corruption dans la mesure où elle se laisse facilement corrompre. Cette espèce de corruption, devenue

4 Edem KODJO, « Comment (et pourquoi) j'ai mis les pieds dans le « marigot » », in *Jeune Afrique*, publié le 19 décembre 2016 <http://www.jeuneafrique.com/mag/382533/politique/edem-kodjo-mediateur>

structurelle dans notre pays, a comme auteurs intellectuels les élites. Elle a atteint aujourd'hui des proportions inquiétantes pour le vivre-ensemble en ce sens que notre société connaît de grandes fractures sociales qui finiront par exploser avec des conséquences imprévisibles. Il faut remonter au lendemain des indépendances pour notre pays et bien d'autres pays africains pour constater que « Pour trop d'élites africaines, l'indépendance a consisté à prendre la place des Blancs et à jouir des avantages souvent exorbitants, jusque-là concédés aux 'coloniaux'. Aux soldes élevés, s'ajoutaient parfois les belles villas, toutes meublées : sinon les palais pour les gouverneurs, la nombreuse domesticité payée sur le budget, les autos avec chauffeur..., ce qui fait grincer des dents les petites gens⁵ ». Les élites de notre pays en particulier se caractérisent par leur incapacité à imaginer autrement la conduite des affaires publiques que de regarder leur nombril ; elles sont impuissantes pour construire des projets mobilisateurs pour le pays. Ce qui nous paraît plus criant, c'est leur manque de cohérence dans la mesure où ce qu'elles reprochent à l'ex-colonisateur est reproduit avec plus de cynisme par elles-mêmes vis-à-vis de leurs propres compatriotes. Si ceux qui ont connu le temps de la colonie, (qui ressemble pour nous à l'Égypte pour le peuple d'Israël réduit en esclavage), n'hésitent pas à déclarer que c'était mieux du temps du Congo-Belge, c'est dire combien la situation actuelle provoquée par certaines élites vivant dans un luxe insolent est honteuse et humiliante. Il n'y a qu'à voir la manière dont poussent des constructions de prestige leur appartenant, dans certains quartiers de la capitale, au milieu des taudis du bas peuple. Si tous ces impressionnants bâtiments ne sont les fruits de la corruption, on ne peut pourtant pas totalement nier que certains le sont au regard des revenus de leurs propriétaires. De notre point de vue, les élites intellectuelles portent une lourde responsabilité face à la misère dont souffre le peuple congolaise. Ces élites se constituent en bourreaux de leurs propres concitoyens par le fait qu'elles volent et détournent sans scrupule les deniers publics et reçoivent en retour la prime de l'impunité.

En *milieux scolaires* (primaire, secondaire ou universitaire) par exemple, notre constat est que l'école congolaise est devenue une machine à amplifier les inégalités. Elle ne remplit pas toujours son rôle essentiel d'émancipation des catégories populaires. En témoigne l'argent qu'on exige des élèves ou étudiants pour assurer leur réussite. Dans ce cas, les familles modestes sont obligées d'hypothéquer tout ce qui leur reste pour vivre afin d'assurer la réussite frauduleuse de leurs enfants. Ainsi dès le bas âge, l'enfant congolais apprend qu'il faut « faire le suivi » de ses notes auprès des enseignants. Dans le vocabulaire de bon nombre d'universitaires, le mot « corruption » est tabou et quasi inexistant mais la réalité n'est pas pour autant inexistante. Ce sont plutôt des expressions telles que « faire le suivi », « les réalités académiques » qui font fortune et qui symbolisent l'arbre qui cache la grande forêt des antivaleurs.

5 R. DUMONT, *L'Afrique est mal partie*, Paris, 1962, p.77. (La parenthèse est notre ajout)

Est-il un moyen plus cynique de programmer la mort de toute une nation que celui de compromettre son système éducatif en érigeant la médiocrité et les antivaleurs en mode de fonctionnement ? Au nom des intérêts égoïstes des élites, à quelque niveau que ce soit, on brade le système éducatif auquel on ne consacre pas plus de 5% du budget national. Or l'éducation est, comme le souligne si bien Hannah Arendt, « le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité et, de plus, le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans ce renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus. C'est également avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun⁶ ». Le manque d'éthique et de moralité de beaucoup d'enseignants de notre pays vis-à-vis de leurs élèves (étudiants) pose sérieusement la question de savoir s'ils croient vraiment à l'avenir de la nation et à leur propre métier. C'est non seulement une remise en question de leur noble métier, mais surtout, à brève et longue échéance, un crime contre l'avenir du pays. Ce crime devrait figurer en bonne place parmi les infractions pénales.

Il est évident que dans le domaine éducatif interviennent plusieurs acteurs dont la famille et l'école. Nous ne voulons pas faire une lecture paresseuse qui soutient que c'est simplement le génie malfaisant de quelques individus (enseignants) qui est la cause de toutes les difficultés. Sans dédouaner la famille qui a sa part de responsabilité, nous voulons surtout dénoncer des antivaleurs qui ont élu domicile dans nos écoles (universités) où la réussite se monnaie aussi bien en espèces qu'en « nature ». Contre cette tendance qui se généralise, la meilleure manière de montrer qu'on aime son pays et la jeunesse est de lui transmettre un enseignement de qualité pour la préparer à affronter les défis à venir. Agir autrement est tout simplement une trahison et un abandon de ces nouveaux venus dans notre monde (la RD Congo). Que la corruption pénètre dans l'école considérée comme un sanctuaire, un espace social tout à fait spécifique, cette partie de la société qui a pour tâche d'enraciner et d'intégrer les jeunes en les faisant accéder à toute une culture héritée nous paraît une trahison vis-à-vis de l'avenir de notre pays. Cela devrait mériter des sanctions aussi sévères que celles du massacre du peuple, car l'école représente un milieu stratégique pour l'avenir d'une nation et toute société se définit dans son devenir. L'école doit être pour nous un monde humain dans lequel il convient de savoir faire entrer les jeunes⁷. C'est là qu'on fait une espèce de passage de témoin de la culture que l'on a soi-même reçue (non pas celle de la corruption mais

6 H. ARENDT, *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, 1972, pp. 251-252.

7 G. COQ, *Démocratie, religion, éducation*, Paris, Éditions Mame, 1993, p. 234. (La parenthèse est de nous).

de l'excellence). C'est là aussi que les jeunes s'enracinent dans les valeurs qui vont façonner toute leur existence, qu'ils s'intègrent dans le monde qui les précède et qu'ils accèdent à un héritage culturel. C'est dire combien le milieu éducatif mérite une attention particulière et la vigilance de tous. Bien que notre pays manque d'industrie de transformation de ses minerais, il ne devrait pas délibérément ôter toute chance à la jeunesse d'aujourd'hui de relever ce défi demain. D'où la nécessité de faire de l'éducation de qualité la priorité des priorités car c'est la clé pour assumer pleinement son destin.

Nous serions toutefois incomplet si nous ne signalions pas que ce ne sont pas tous les milieux éducatifs de notre pays qui sont touchés. Des exceptions existent, heureusement ! Il faut reconnaître que certains milieux scolaires et universitaires de notre pays font encore preuve de résilience face à la gangrène de la corruption. C'est le cas notamment des séminaires (petits et grands), des scolasticats et de quelques universités confessionnelles qui méritent d'être encouragés, même si certains parmi eux ont encore à relever le défi de la qualité.

Face à la gangrène de la corruption, l'administration publique n'est pas en reste. En effet, obtenir un papier de l'administration de notre pays dans un délai raisonnable relève souvent d'un parcours de combattant. Certains savent à l'avance que, quand ils recourent à un service de l'administration congolaise, ils n'obtiendront rien. Il faut absolument donner des pourboires pour que leurs dossiers soient traités. Comment espérer l'avènement d'un État de droit dans un tel contexte quand l'administration, l'un de ses piliers⁸ est malade ? Bref, nous dirions sans aucune exagération que la corruption a gagné la quasi totalité de la vie congolaise, *du berceau à la mort*. Mais cette corruption n'est pas que matérielle, elle est aussi morale.

1.2. La corruption morale

Nous développerons à la fois l'aspect objectif et subjectif de la corruption en ce sens que l'élite intellectuelle se laisse corrompre et, en même temps, elle corrompt. Elle est la plus dangereuse. Elle peut être comprise comme la volonté délibérée de quelqu'un qui sait et qui décide de semer le mal à la place du bien dans les esprits et les cœurs. C'est la mise en service de l'intelligence pour le mal. Elle nous paraît très dangereuse pour plus d'une raison. Premièrement, elle prône ce que nous qualifions d'*égalitarisme au rabais* promu par les dirigeants politiques dans l'éducation nationale dans la mesure où, pour se maintenir au pouvoir, ils distribuent à tour de bras des certificats de fin d'études primaires et des diplômes d'État aussi bien aux élèves brillants qu'aux nuls, l'objectif étant de ne pas se mettre à dos les parents dont les élèves ont échoué. Dans cette logique, le fait de redoubler de classe devient une humiliation plutôt qu'une chance pour bien avancer.

8 Lire Tryphon BONGA, *Habermas et Honneth. Deux philosophes pour notre temps*, Paris, Karthala, 2016, pp. 156-158.

Plusieurs ministres de l'enseignement de notre pays sont obsédés par la popularité plutôt que par la rigueur. Pour eux, être un bon ministre consiste à distribuer à grande échelle des diplômes, même aux élèves qui font preuve de graves insuffisances. Ensuite, les enseignants entrent à leur tour dans la danse en travaillant aux examens en lieu et place de leurs élèves pour éviter la sanction populaire. Dans certaines universités, aussitôt que la session des examens est terminée, certains professeurs reçoivent des messages sur leur téléphone avec une liste des recommandés à favoriser. Selon eux, la réputation d'une école tient au fait que tous les étudiants ou élèves réussissent par n'importe quel moyen. Ainsi les élèves savent à l'avance que le moment venu, leur examen de test national de fin d'études primaires ou secondaires seront faits par leurs propres enseignants. C'est le monde à l'envers et l'on ne peut pas s'étonner que le pays aille mal. La médiocrité et la loi du moindre effort sont érigées en système. Enfin, ce qui est dit de l'école vaut également pour la sphère de gestion des affaires publiques qui promeut souvent l'incompétence et l'impunité. Les poursuites à l'endroit de ceux qui détournent sont quasi inexistantes et les peines prononcées, s'il en est, sont très en dessous des maxima légaux. Le mot *corruption* n'existe dans le vocabulaire officiel de l'État que quand ceux qui sont au sommet ne trouvent pas leur compte. Les nominations dans le domaine public sont tributaires de l'appartenance à tel ou tel clan influent. Dans les affaires publiques, on préfère valoriser l'image de l'arbitraire familial qui s'appuie sur une vision familiale de la gestion des affaires publiques. Ainsi le mandataire peut plonger profondément ses mains dans les caisses de l'État sans être inquiété. Voilà pourquoi la RD Congo « va très mal ».

Par ailleurs, dans ce pays, la corruption morale est devenue tellement systémique qu'il faudrait beaucoup de temps pour que les esprits puissent s'en défaire. Les mémoires sont encore assez fraîches pour constater les effets dévastateurs du mobutisme et des régimes qui lui ont succédé sur la mentalité de la jeunesse de notre pays. Celle-ci baigne tellement dans un environnement infesté par des antivaleurs comme maîtres-mots qu'elle ne fera que reproduire ce qu'elle a appris. « *Nemo dat quod non habet* », disent les latins (personne ne donne ce qu'il n'a pas). C'est comme si nos élites étaient soudainement frappées d'aveuglement à l'égard de la bonne formation qu'elles ont reçue et qu'elles ne veulent pas voir se transmettre aux générations montantes. Cette attitude entraîne une vraie panne de l'intelligence collective qui consiste à se disculper et à ressasser à longueur des journées et des années que les maux dont souffre notre pays viennent d'ailleurs que de nous-mêmes. Ce recyclage paresseux de vieilles antiennes nationalistes et souverainistes est un piège savamment élaboré par les élites politiques et sociales pour asseoir leur empire aux dépens du peuple et détourner l'attention sur leur gabegie.

Le procès que nous intentons à certaines élites est l'indicateur objectif d'une décomposition de la culture politique congolaise et d'un désarroi

démocratique. Elles sont en *conflit permanent* avec l'idée du bien commun. Ce qui nous amène à nous demander s'il est de l'essence de l'homme politique congolais d'être en *assez mauvais termes* avec le bien commun. La plupart de nos politiques naviguent à vue. Ils n'ont pas une politique et une ligne idéologique transparente. Certains recourent tout simplement à la politique de la « chauve-souris », en ce sens qu'ils sont opposants politiques de jour et membres du parti au pouvoir de nuit sinon comment justifier tous ces débauchages d'un camp politique à l'autre si ce n'est par opportunisme politique et surtout parce qu'ils entretiennent un conflit sans merci avec le bien commun. L'espèce d'hommes politiques qui gardent une ligne politique sans ambiguïté pour le bien-être de tous est encore à naître dans notre pays. Dans ce contexte très confus, l'homme qui se sait en position de force en profite pour imposer sa loi ou influencer ses *clients* dont il sait qu'ils n'ont pas d'autres choix que d'adhérer à ses opinions pour qu'ils survivent socialement, politiquement, économiquement ou culturellement. Dans cette logique, tricher en classe, voler le denier public, payer des pourboires pour avoir un accès facile aux services administratifs n'est pas un mal. Comment s'affranchir de ces antivaleurs ?

2. L'ignorance du peuple

D'emblée, il faut souligner que l'ignorance du peuple est dommageable et elle est le pire des maux, car elle ne lui permet pas de jouer le rôle décisif qu'on attend de lui pour la transformation de la société. Toutefois, nous pensons que cette ignorance n'est pas totale, car il est certes des choses que le peuple ignore mais il en est aussi qu'il n'ignore pas. En effet, le peuple a une perception certaine, bien que confuse, des élites et de leurs comportements destructeurs vis-à-vis de la nation. Il n'ignore pas que ses misères proviennent de l'égoïsme, du favoritisme, du népotisme, du clientélisme ou de l'enrichissement facile des élites. Il sait aussi qu'il lui suffit d'avoir des infrastructures de base pour se prendre dignement en charge. Par contre, il ignore la manière dont il doit procéder et la méthode à laquelle il doit recourir pour se débarrasser de ceux qui sont à la base de sa misère ou de sa précarité.

De manière générale, le peuple ne connaît pas ses droits et ses devoirs. Ses droits fondamentaux sont tout simplement foulés au pied par ceux là mêmes qui devraient les respecter ou les faire respecter. Il n'a pas connaissance du potentiel de son pays, des ressources dont il dispose, de la manière dont il peut changer son quotidien pour tendre vers le mieux-être. Le peuple n'est pas associé dans la prise de décisions. Ce sont les autres qui pensent et décident à sa place.

Contrairement à une petite poignée que constituent des élites formées, on trouve une majorité du peuple qui ploie sous le poids de l'ignorance. Ce peuple est tenu à l'écart de la gestion des affaires publiques. C'est une attitude de mépris à son égard qui est orchestrée par la minorité des

intellectuels qui ont tendance à porter plus d'intérêt aux valeurs et aux thèmes qui sont très loin des sollicitations et des convictions du peuple en général⁹. D'ailleurs, le fait que le peuple soit ignorant convient bien à une certaine élite intellectuelle et politique pour en abuser et le manipuler à sa guise. Comment peut-on venir à bout de ces deux maux dont souffre notre pays ?

3. Des voies de guérison

Il nous semble qu'aussi bien la corruption des élites que l'ignorance ne sont pas en soi une fatalité. Ce sont deux maux qu'on peut enrayer avec dignité. En distinguant d'un côté des élites et, de l'autre, le peuple, nous n'avons nullement l'intention d'exacerber une dualité sociale. Cette distinction pourtant effective au niveau social, politique, économique et culturel permet de mieux unifier ou de préserver la cohésion sociale en montrant qu'il vaut mieux conjuguer les efforts de toutes les forces en présence pour sortir du marasme dans lequel notre pays ploie plutôt que de les disperser. Par contre, vu la banalisation des élites actuelles qui ont montré leurs limites et leur mauvaise foi en plongeant notre pays dans une situation chaotique, nous prôtons la fin d'une certaine élite devenue toxique pour le pays, obsédée par des revenus trop élevés, distante et ignorante du quotidien du peuple. Il faut une refondation de nouvelles élites ayant comme motivation principale de leurs actions les vertus de justice, vérité et solidarité.

Pour permettre à notre pays de mieux respirer et de se développer, il est urgent non seulement de s'affranchir d'un certain modèle des élites actuelles qui sont profondément obsolètes et corrompues, mais aussi de former et d'éduquer le peuple pour lui permettre d'« apparaître en public sans avoir honte¹⁰ ». Une formation continue qui lui donne la possibilité de parler vraiment de ce qui lui est essentiel. Au fond de cette formation continue, se trouve la nécessité de donner vraiment l'initiative au peuple, de le rendre capable de prendre la parole. Autrement dit, tant que le peuple n'est pas bien formé, il ne peut pas s'émanciper et prétendre prendre part aux débats vitaux qui le concernent ainsi que la nation ; il se sentira diminué et méprisé pour donner son avis sur ce qui le concerne. Par exemple, on sait que pour Platon communément considéré idéaliste, la clé de voûte de son projet politique est l'éducation parce que celle-ci « a pour fonction d'amener tous les citoyens au savoir et à la vérité¹¹ ». La question de fond consiste à savoir qui va former et éduquer aux enjeux nationaux. Sont-ce les mêmes élites qui veulent le tenir à l'écart et qui se complaisent à l'ignorance du peuple ? Il y a bien là un cercle vicieux dont il faut sortir. C'est ici que la société civile en général, les églises, les associations ou les

9 Lire T. BONGA, *Habermas et Honneth*, op. cit., p. 225.

10 Cf. ADAM SMITH, cité par T. BONGA, *Habermas et Honneth*, op.cit., p. 224.

11 PLATON, *La République*, IV, 423 e, Paris, GF Flammarion, 2002.

Organisations non gouvernementales (ONG) en particulier peuvent jouer un rôle important, celui de former et d'informer le peuple sur les vrais enjeux de la société afin qu'il devienne capable de se prendre réellement en charge. En fait, l'Église catholique, pour ne prendre que cet exemple, a, depuis des décennies, pris l'option d'accompagner le peuple à travers des sessions de formation et des antennes de la commission « Justice et Paix » implantée sur le territoire national. Il s'agit maintenant de réadapter ses méthodes et de les rendre plus performantes en prenant en compte entre autres l'impact de nouveaux réseaux sociaux avec pour objectif principal d'impliquer le peuple tout entier dans la lutte contre tout obscurantisme dont il est victime.

Comme on le voit, ce dont notre pays a besoin est avant tout une *révolution morale* plutôt qu'un effet d'annonce qui s'appellerait « révolution de la modernité » dont les contours restent encore ambigus et ressemblent à un feu d'artifice qui va dans toutes les directions sans atteindre une cible précise. Par contre, la *révolution morale* que nous préconisons appelle avant tout une rupture radicale avec certaines pratiques du passé qui ont contribué à détruire notre pays. Pour endiguer les deux maux que nous avons décrits et ne pas laisser notre pays s'effondrer complètement à la suite de l'irresponsabilité de quelques-uns, nous pensons que des actions doivent être posées aussi bien en amont qu'en aval.

En *amont*, il faut que l'école joue un rôle moteur où on éduque au sens d'une plus grande vertu civique, car pour qu'une société tienne il faut un ressort de plus, qui est la vertu ¹². S'il est une vertu fondamentale qui doit s'enraciner dans les mœurs de notre société et figurer dans l'éducation civique à tous les âges, c'est la *compassion* ou *l'empathie* qui est, selon les termes de W. Kasper, la condition préalable à une relation réussie entre deux personnes dans la mesure où chacun sait se mettre à la place de l'autre « pour appréhender sa situation, ses sentiments, ses pensées et son mode de vie, et ainsi comprendre son raisonnement et ses actions¹³ ». Ce qui manque à nos élites c'est avant tout la passion et la justice pour la misère criante du peuple, c'est-à-dire cette capacité d'être touché aux entrailles. En laissant notre pays descendre aux enfers, certaines élites montrent leur incapacité à se projeter dans les dures réalités que subit le peuple.

En outre, il importe de vulgariser dans toute la société des sessions de formation ou de sensibilisation portant sur une nouvelle déontologie de la vie publique qui consiste notamment à insister sur le fait qu'on ne gère pas un bien public comme son bien privé. Il y a une conduite digne à tenir et tout écart de comportement vis-à-vis du bien commun mérite d'être sévèrement sanctionné.

12 Cf. MONTESQUIEU, *De l'esprit des lois*, t. 1, Paris, Société Les Belles Lettres, 1950, p. 80.

13 Walter KASPER, « La miséricorde. Notion fondamentale de l'Évangile. Clé de la vie chrétienne », *Revue des sciences religieuses*, 2015, p. 24.

En *aval*, nous militons pour des *cellules pour la transparence de la vie publique et anti-corruption* dans tous les secteurs de la vie nationale pour dénoncer des anti-valeurs. Ces cellules seront mises en place par une institution citoyenne d'appui à la démocratie qu'on nommerait par exemple la *Haute autorité contre la corruption* avec une charte bien précise. Ses membres seront autonomes vis-à-vis du pouvoir en place et des partis politiques. Ils auront un budget fixé dans le budget national pour leur permettre de mener en toute indépendance leurs actions avec courage et dans la vérité. L'avantage d'une telle institution est qu'elle constituerait une espèce de filet pour repérer ceux qui sont de moralité douteuse et qui ne peuvent pas accéder à certaines responsabilités aussi bien au niveau local que national. Ceux qui y sont déjà devraient être radiés et se faire retirer le titre qui leur donne la qualité d'avoir telle ou telle fonction sociale ou politique. En effet, il importe de promouvoir dans l'enseignement, l'administration, la gestion des affaires publiques, etc. des individus d'une moralité exemplaire pour donner sens à notre destinée. De telles cellules, même si elles ne permettront sans doute pas, à elles seules, de tuer le ver dans le fruit, elles auront un effet dissuasif vis-à-vis des auteurs intellectuels de la corruption et permettront de mettre fin à la corruption comme un fait public, une institution sociale ou encore une structure de la société¹⁴.

Conclusion

Plus que jamais notre pays souffre de deux maux profonds : la corruption endémique de ses élites et l'ignorance d'une grande partie du peuple. Il faut une *révolution morale* de toutes les couches sociales de la RD Congo pour les enrayer. Aux politiques, il est recommandé de cesser de mentir le peuple. À l'ensemble de l'administration de mettre fin à des tracasseries et aux enseignants ou professeurs d'exercer leur métier avec probité et de rechercher la qualité plutôt que la quantité. La mise en place sans atermoiement d'une Haute autorité pour la transparence pour la vie publique avec des cellules anti-corruption devrait engager sans délai une lutte acharnée contre le favoritisme, le trafic des points en espèce et en nature et contre toutes les autres antivaleurs devenues monnaie courante dans notre pays. Ainsi, le jour où le fils d'un paysan réalisera qu'il a des chances égales par rapport au fils d'un professeur ou d'un haut gradé de l'armée ou de la police et qu'il peut réussir sa vie sans corrompre, alors notre pays aura franchi un grand pas dans le bon sens. ■

14 Cf. J.M. ELA, *La plume et la pioche, Réflexions sur l'enseignement et la société dans le développement de l'Afrique noire*, Yaoundé, Éditions Clé, 1971, p. 70.